

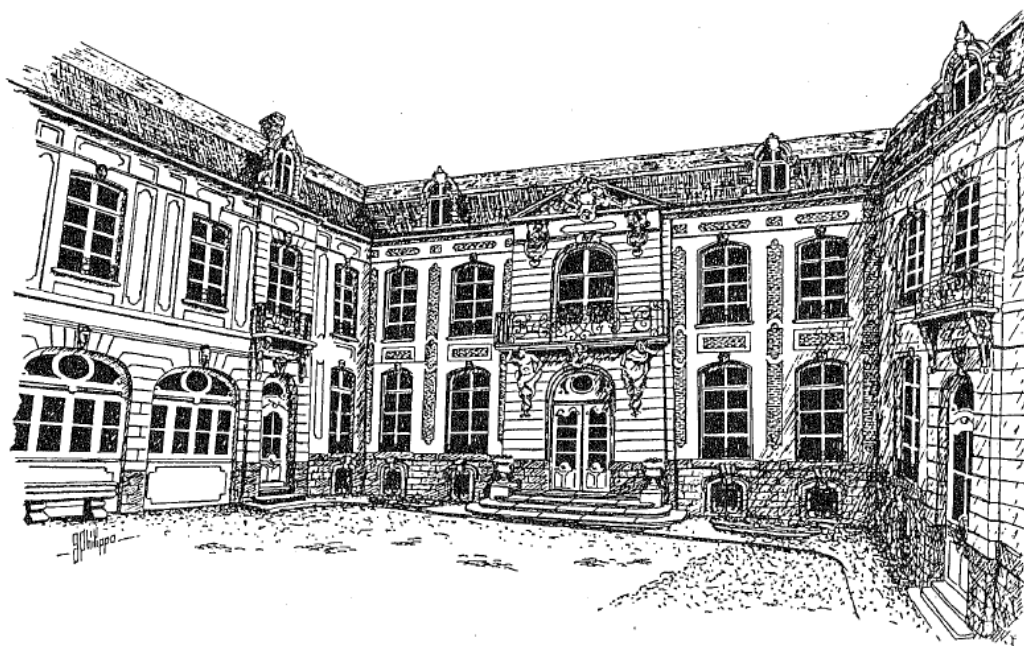
L'HOTEL DUBOIS DE FOSSEUX AU 14 DE LA RUE DU MARCHE-AU-FILE A ARRAS

Depuis 1749

Les travaux de rénovation, en 2010, des façades de cet hôtel particulier du XVIII^e siècle ont suscité un intérêt renouvelé pour cette demeure aristocratique située dans le cœur historique de la ville, à proximité de l'ancienne abbaye Saint-Vaast. L'hôtel porte le nom de la famille Dubois de Fosseux qui l'a fait construire dès 1749 et en est restée propriétaire jusqu'en 1802.

De 1749 à nos jours, cet ancien hôtel particulier change souvent de propriétaire et de fonction puisqu'il est tour à tour une résidence familiale, un établissement financier public, à nouveau une résidence familiale, un atelier de bonneterie, une administration des dommages de guerre, une maison religieuse, et, après son achat par l'Etat, une administration fiscale, une administration de sécurité sociale des fonctionnaires et, enfin, une juridiction financière.

L'Hôtel Dubois de Fosseux est inscrit à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques depuis le 2 décembre 1946.



LA CONSTRUCTION DE L'HOTEL DUBOIS DE FOSSEUX

1749-1789

Philippe-Ferdinand du Bois (1662-1751), dit de Hoves et de Fosseux, écuyer, seigneur de la baronnie de Fosseux, possède rue du Marché-au-Filé à Arras « une maison à porte cochère, cour, caves et héritages » achetée entre 1728 et 1741. C'est dans ce logement, en 1744, qu'a séjourné le Duc de Richelieu lors de la venue de Louis XV à Arras.



**Philippe-Ferdinand du Bois de Hoves
seigneur de Fosseux**

Source : www.livois.com

Le 21 juillet 1749, Philippe-Ferdinand Dubois de Fosseux rachète pour 6 000 livres la maison contigüe à la précédente. Le 6 août 1749, il demande à l'échevinage de la ville l'autorisation d'y construire un hôtel en remplacement de deux maisons. Ce nouvel hôtel est constitué de l'actuel corps de logis central et de l'aile droite, bâtis en briques et en pierres et agrémentés de gracieuses têtes sculptées.

Cette demeure donne à la fois sur la rue du Marché-au-Filé et sur la rue du Mont-de-Piété.

Le 30 juin 1789, Ferdinand Dubois de Fosseux, son fils, est autorisé par les commissaires aux ouvrages et l'architecte de la ville à construire à la place d'une maison qui lui appartient rue Sainte-Croix et attenante à son hôtel, une façade conforme à celle du côté de la rue du Mont-de-Piété. L'aile gauche est alors réalisée telle qu'actuellement.

FERDINAND DUBOIS DE FOSSEUX

1742-1817

L'homme de lettres

Ferdinand-Marie-Antoine du Bois de Hoves, seigneur de Fosseux, est né le 14 décembre 1742 dans la paroisse Sainte-Croix d'Arras. Il est le fils unique de Philippe-Ferdinand du Bois de Hoves et de Françoise Manchon (1713-1793), fille de Hiérosme Manchon, écuyer, commissaire des guerres au département d'Arras.



Armoiries de la famille du Bois dite de Hoves et de Fosseux

Source : P.A. du Chastel de la Howardries, *Généalogies des familles du Bois, dite de Hoves et du Vernay du Plessis*, 1876.

C'est ainsi que l'hôtel de la rue du Marché-au-Filé, résidence d'hiver de Ferdinand Dubois de Fosseux et de sa famille, devient un des hauts lieux de la vie littéraire et mondaine d'Arras. C'est là que se rassemblent les sociétaires des Rosati, dans le grand salon, aujourd'hui salle des délibérés de la Chambre régionale des comptes.

Seigneur de Fosseux, Dubois de Fosseux se consacre aussi à l'exploitation de ses terres et à l'éducation de ses enfants. Il y fait construire un château en 1770.

Noble artésien, gentilhomme campagnard, mais aussi homme de lettres, il participe aux séances de la Société littéraire d'Arras, devenue en 1773 Académie royale dont il est nommé membre ordinaire, puis en 1785 secrétaire perpétuel.

La léthargie interne de l'Académie le conduira à créer un bureau de correspondance et à mettre au point une technique d'échange épistolaire à grande échelle, la lettre collective, qui le mettra à la tête d'un véritable réseau de quelques 1 200 correspondants répartis dans tout le royaume.

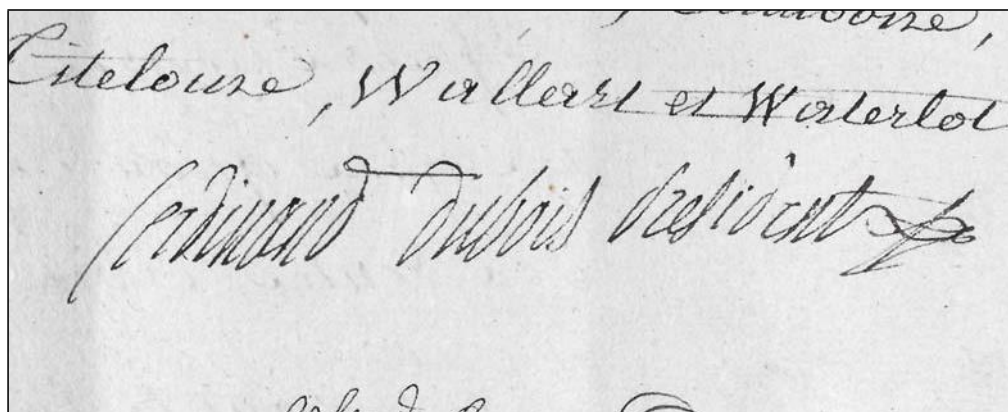
Dubois de Fosseux est également membre de la Société des Rosati (anagramme d'Artois), créée le 12 juin 1778 à Blangy près d'Arras, société qui paraît surtout vouée aux divertissements littéraires et bachiques. A ses côtés, Maximilien de Robespierre, Lazare Carnot, Joseph Fouché...

L'homme politique

Dès le printemps 1789, l'actualité politique l'emporte sur tout le reste et son bureau de correspondance devient une véritable agence de presse tenant minutieusement à jour le déroulement des événements révolutionnaires. Dubois de Fosseux joue un rôle majeur dans la première phase révolutionnaire et rédige le cahier de doléances de son village de Fosseux. Il est également l'un des principaux rédacteurs du cahier du Tiers-Etat de la ville d'Arras et aussi de celui de la noblesse d'Artois.

Dubois de Fosseux n'en néglige pas pour autant ses fonctions d'échevin d'Arras qu'il occupe depuis 1786. Il est élu maire le 25 janvier 1790 jusqu'au 30 juillet 1790 où Fromentin de Sartel lui succède à la mairie. Il est ensuite élu président du Directoire départemental dont il démissionne le 20 octobre 1790, sous la menace des représentants envoyés par la Convention, puis en décembre 1792, président du conseil général du département.

**Signature de Ferdinand Dubois (de Fosseux)
président du Directoire du Pas-de-Calais en 1790**



Archives départementales du Pas-de-Calais, 1 L 7. Photographie : CRC

A nouveau maire d'Arras le 20 janvier 1794, Dubois, en tant que noble, est emprisonné avec sa famille de février à octobre 1794, la chute de Robespierre le 27 juillet 1794 lui sauve finalement la vie. Il quitte alors Arras pour Paris, où Lazare Carnot le nomme chef du service de la comptabilité du ministère de la guerre, emploi qu'il conserve jusqu'en 1807, année de son retrait de la vie publique.

Sans avoir revu Arras, Ferdinand Dubois de Fosseux meurt à Paris le 28 décembre 1817.

**L'HOTEL DUBOIS DE FOSSEUX
ET
LA RECETTE GENERALE DES FINANCES DU PAS-DE-CALAIS
1800-1856**

Installé à Paris depuis 1794, Ferdinand Dubois de Fosseux vend le 16 germinal an X (1802) son hôtel de la rue du Marché-au-Filé à Jean-Marie Harlé, receveur général des finances du Pas-de-Calais et déjà locataire du corps principal, pour la somme de 30 000 francs. La maison est alors cédée avec « *toutes ses boiseries, buffets, armoires, tapisseries de toutes espèces, tableaux au-dessus des portes et des cheminées et tous autres meubles, glaces, effets et autres objets attachés et garnissant lesdites deux demeures* ».

Jean-Marie Harlé transforme l'Hôtel Dubois de Fosseux en siège de la recette générale des finances du Pas-de-Calais. Quatre autres receveurs généraux lui succèdent jusqu'en 1856 :

- de 1812 à 1824 : Charles Harlé d'Ophôve,
- de 1824 à 1830 : Alexandre Louis François Caze, vicomte de La Bôve,
- de 1830 à 1853 : André Laurent Calluau,
- de 1853 à 1856 : Louis Alfred de Mieulle.

Les receveurs généraux logent et travaillent dans l'Hôtel Dubois de Fosseux. Ils y mènent grand train puisqu'en 1851, le recensement fait mention de douze personnes habitant l'hôtel. On y trouve André Laurent Calluau, 66 ans, et son épouse Adèle André, 52 ans, un cuisinier, Paul Gauthier, une cuisinière, Caroline Mayot, deux femmes de chambre, Annonciade Méroche et Clarisse Melier, un valet de pied, Joseph Cavrois, un cocher, Ambroise Delmaire, et un domestique, Jean-Baptiste Galvaire. Certains employés de la recette générale sont également logés sur place : Adolphe Hiot, chef des bureaux, caissier et fondé de pouvoir, Pierre Gudin, fondé de pouvoir, et son épouse Suzanne Picot.

En 1856, Augustin Chazaud, successeur de Louis de Mieulle, transfère la recette générale des finances à l'Hôtel de Guînes.

LES RECEVEURS GENERAUX DES FINANCES AU XIX^E SIECLE

A la suite de la loi du 6 frimaire an VIII (27 novembre 1799), le recouvrement des contributions est confié dans chaque département à des receveurs généraux nommés par le ministre des Finances, en remplacement des receveurs de districts élus de la Constituante et des receveurs des contributions du Directoire. Ces receveurs généraux sont astreints à un cautionnement en numéraire égal au vingtième de la contribution foncière de leur département. Ils doivent souscrire, par tranches mensuelles des obligations négociables à l'ordre du Trésor, payables à leur domicile à jour fixe pour le montant annuel des contributions directes de leur département.

La même loi crée une Caisse de garantie et d'amortissement pour recevoir ces cautionnements et garantir les obligations souscrites, sur un modèle repris de l'Ancien Régime.

Les receveurs généraux sont à l'origine de la Banque de France puisque la Caisse d'amortissement utilise la moitié de leurs cautionnements pour acheter les 5 000 premières actions de la Banque en 1800.

Les receveurs d'arrondissement, également nommés, émettent eux aussi des traites en faveur des receveurs généraux alors qu'à l'échelon local, des percepteurs municipaux fonctionnaires remplacent les percepteurs adjudicataires. Tous ces personnels sont finalement liés entre eux par une dépendance hiérarchique remontant jusqu'au ministre des Finances et par une solidarité d'intérêts.

Les receveurs généraux forment une élite financière disséminée dans tous les départements et les places sont très prisées : le traitement est de 6 000 francs par an plus une remise de 0,33 % des recettes fiscales auxquels il faut rajouter un intérêt fixe calculé sur le montant du cautionnement.

Par décret du 21 novembre 1865, les fonctions de receveur général des finances (recettes) et de payeur départemental (dépenses) fusionnent pour donner naissance au trésorier-payeur général.

DES RECEVEURS GENERAUX AUX DESTINEES DIVERSES

Harlé père et fils, receveurs généraux, députés et maîtres de forges

Jean-Marie Harlé (1765-1838)

Né à Alembon dans le Pas-de-Calais, il est nommé en 1790, par voie d'élection, receveur du district de Calais. Lors de la création des recettes générales, il est successivement appelé à celles de la Haute-Marne puis du Pas-de-Calais (1800-1812). Harlé est un des cinq receveurs choisis en 1805 pour reprendre le service de fonds du Trésor public. Pendant les Cent-Jours, il est membre de la Chambre des représentants. Envoyé à la Chambre des Députés, après l'ordonnance du 5 septembre 1816, il fait partie de toutes les législatures, sauf celle de 1824. Après la Révolution de 1830, il est encore honoré, à plusieurs reprises, du mandat de député.

Jean-Marie Harlé relance également l'activité métallurgique auboise en rachetant, en 1811, les Forges de Clairvaux.

Il meurt à Paris le 1^{er} avril 1838.

Fréquemment caricaturé par Honoré Daumier, il est représenté en pied en juin 1833. Pour Charles Philippon, directeur de *La Caricature* et du *Charivari*, Jean-Marie Harlé est « *l'un des plus remarquables fossiles du centre* ».

Charles Harlé d'Ophôve (1790-1865)

Fils de Jean-Marie Harlé, Charles Harlé d'Ophôve est admissible à l'Ecole polytechnique quand son père le rappelle à Arras pour le former à l'administration financière. En 1812, il lui abandonne sa charge de receveur général du Pas-de-Calais. Harlé d'Ophôve remplit ces fonctions avec assez d'autorité, pour en 1816, à 26 ans, faire partie du comité des receveurs constitué à Paris par Louis XVIII. Il démissionne en 1824 pour des raisons personnelles.

Député d'Aire de 1830 à 1846, une ordonnance royale l'élève en 1846 à la dignité de pair de France. En 1847, il est fait chevalier de la Légion d'honneur.

Harlé d'Ophôve est également propriétaire des Forges de Clairvaux dans l'Aube (jusqu'en 1859) et maître de forges à Riaucourt en Haute-Marne, sous la raison sociale Harlé & Cie.

Charles Harlé d'Ophôve décède à Longchamp, dans l'Aube, le 7 février 1865.

André Laurent Calluaud (1780-1864) **Une longue carrière au service des finances publiques**

Issu d'une vieille famille charentaise, il devient receveur particulier à Barbézieux (Charente) en 1807, puis à Tarascon en 1814 et à Libourne en 1818. Il est promu receveur général des Landes en 1821, puis de Charente en 1824, et enfin du Pas-de-Calais de 1830 à 1853. André Calluaud s'implante définitivement dans le Pas-de-Calais en achetant, en 1846, le château de Grand-Rullecourt.



Photographie : CRC.

Sur les frontons de la façade côté parc,
son fils Henri fait graver ses armoiries et
celles de son épouse Gabrielle Duchesne
de la Motte, et, sur la façade côté village,
leur chiffre : CD.

André Calluaud décède le 18 mai 1864 à Paris.

Son fils Henri Calluaud (1815-1871) sera auditeur au Conseil d'État, sous-préfet de Bar-sur-Seine, puis d'Abbeville de 1845 à 1848. Elu député de la Somme le 8 février 1871, il mourra trois semaines plus tard à Bordeaux où il était venu siéger à l'Assemblée nationale.

Château de Grand-Rullecourt



Origine : Château de Grand-Rullecourt.

LA FAMILLE DELETOILLE DANS L'HOTEL DUBOIS DE FOSSEUX

1857-1914

En 1857, André Laurent Calluud vend l'Hôtel Dubois de Fosseux à Edouard Jean-Baptiste Delétoille pour 60 000 francs payables en trois versements.

Né en 1826, Edouard Jean-Baptiste Delétoille gère depuis 1849 la fabrique de bonneterie créée en 1805 par son grand-père René Coquel-Walle. D'abord installée sur la place des Héros à Arras, l'entreprise est ensuite transférée dans un immeuble situé à l'angle des actuelles rues Gambetta et Briquet-Taillandier. Elle est spécialisée dans la confection de bas et chaussettes en coton, laine et soie.

En 1844, l'entreprise arrageoise emploie 75 ouvriers dans ses ateliers et près de 600 au dehors pour la confection de ses produits. Elle produit annuellement « 15 000 douzaines de bas ». Jouissant d'une excellente réputation, elle reçoit de nombreuses récompenses : médailles de bronze en 1834 et 1844 aux expositions des produits de l'industrie française, médaille de deuxième classe en 1867 à l'Exposition universelle...

En 1857, Edouard Jean-Baptiste Delétoille fait de l'Hôtel Dubois de Fosseux le siège de l'entreprise familiale et annexe le bâtiment de la rue du Mont-de-Piété, actuelle aile Rosati de la Chambre régionale des comptes, pour y installer au rez-de-chaussée ses ateliers. L'entrée du personnel se fait par la rue du Mont-de-Piété. Dès 1867, les établissements Delétoille emploient plus de 1 200 personnes et possèdent 350 petits métiers. En 1872, ils passent du stade artisanal au stade industriel en rejoignant le faubourg Ronville et s'équipent avec un outillage moderne : métiers Cotton, machine à vapeur... Ne demeurent rue du Mont-de-Piété que les bureaux et magasins.

L'Hôtel Dubois de Fosseux est aussi une maison familiale. De son mariage en 1850 avec Adèle Colin, fille de Maurice Colin, fabricant de dentelle et maire d'Arras de 1837 à 1847, Edouard Jean-Baptiste Delétoille a deux fils : Edouard et Arthur.

L'Hôtel Dubois de Fosseux comprend à cette époque 3 vestibules, 3 salons, 3 salles à manger, 1 salle de billard, 1 jardin d'hiver, 1 jardin avec un bassin et une cascade dessiné par Jadoul, architecte paysagiste du Bois de Boulogne. Les écuries peuvent accueillir 7 chevaux. Avec la partie réservée aux affaires et les deux maisons attenantes, il y a 114 pièces, 24 escaliers...

Edouard Jean-Baptiste Delétoille meurt en 1888. Son fils Arthur (1853-1925) reprend la direction de l'entreprise de bonneterie en compagnie de son frère Edouard.

Arthur Delétoille et son épouse Louise Baudet vivent rue du Marché-au-Filé jusqu'en août 1914, se partageant entre leur famille (six enfants) et l'usine de bonneterie du faubourg Ronville.

Fuyant la guerre, les Delétoille se réfugient à Saint-Malo de 1914 à 1918.

L'HOTEL DUBOIS DE FOSSEUX DE 1914 A 1924

Lors de la Grande Guerre, Arras forme un saillant sur la ligne de front, position qui l'expose pendant toute la durée du conflit. Dès le matin du 6 octobre 1914, l'artillerie lourde allemande ouvre le feu sur la ville. Le 7 octobre 1914, des obus incendiaires tombent sur le centre-ville. Le 21 octobre 1914, le beffroi est pris pour cible. En seulement 50 minutes, il est réduit en ruines. Du 5 au 7 juillet 1915, le palais et la cathédrale Saint-Vaast déjà touchés lors des bombardements du 6 octobre, sont à nouveau attaqués. En deux jours, les obus ont raison de ces monuments...

A la fin du conflit, le bilan des destructions est dramatique. La ville d'Arras est détruite à 80 %. Outre les monuments civils ou religieux, c'est tout l'urbanisme qui est bouleversé. La Grande et la Petite places, ainsi que la rue de la Taillerie, sont ravagées.

A l'inverse, l'Hôtel Dubois de Fosseux est presque intact, du moins extérieurement.



L'Hôtel Dubois de Fosseux au sortir de la Grande Guerre

21 novembre 1918

Le bâtiment a souffert des bombardements, trente obus de petit calibre l'ont atteint, endommageant sa toiture.

Mais il a surtout connu l'occupation des soldats anglais, l'équivalent de 100 000 journées, dont une centaine de repris de justice, les « Joyeux », qui, selon les Delétoille, ont fait en un jour autant de dégâts et de pillages que tout le reste des occupants...

La famille Delétoille décide de quitter définitivement sa maison de la rue du Marché-au-Filé.

L'OFFICE DE RECONSTITUTION INDUSTRIELLE DU PAS-DE-CALAIS

L'Office de Reconstitution Industrielle (ORI) est créé par la loi du 6 août 1917 afin de préparer et de faciliter l'indemnisation des industriels sinistrés des départements victimes de la guerre. En 1919, l'ORI est rattaché au ministère de la reconstruction industrielle.

Les régions libérées sont divisées en secteurs à la tête desquels est placé un représentant du ministre. C'est ainsi qu'en mai 1919 est créé le 7^e secteur de l'ORI, avec compétence pour l'ensemble du département du Pas-de-Calais. Deux sous-secteurs sont mis en place : Arras et Béthune.

En 1919, l'Hôtel Dubois de Fosseux est loué à l'ORI pour y loger les services du 7^e secteur.



Le 7^e secteur de l'ORI est marqué par la personnalité d'Albert Vors, ingénieur, chef du secteur de 1919 à 1924.

En 1922, le 7^e secteur compte 343 agents.

*Source : Le Monde illustré : la reconstitution des régions dévastées.
Tome septième : Le Pas-de-Calais 1918-1922, 1922.*

Dans les sous-secteurs, l'ORI est organisé en services. Le service du contentieux prend connaissance des dossiers, vérifie les qualités des sinistrés ainsi que leurs droits de propriété, tandis que les services techniques (agents évaluateurs, ingénieurs ou architectes) procèdent aux constatations techniques nécessaires et contrôlent sur place les dires des sinistrés.

La reconstruction industrielle se déroule en plusieurs étapes. En 1919, on commence par le déblaiement des usines faiblement endommagées. En 1920, on s'occupe du déblaiement des usines détruites et de la reconstruction des bâtiments industriels proprement dits. Ces travaux durent jusqu'en 1924 environ. Dans le même temps, on procède à l'évaluation des dommages de guerre.

L'ORI est dissous le 1^{er} avril 1924. A cette date et jusqu'en 1926, les services départementaux du 7^e secteur sont placés sous l'autorité du préfet du Pas-de-Calais.

En 1928, la reconstitution industrielle est officiellement achevée.

LES BÉNÉDICTINES DU SAINT-SACREMENT A ARRAS

Originaires de Rouen, mais installées à Savy-Berlette dès 1814, les Bénédictines du Saint-Sacrement fondent une communauté à Arras en 1816 et ouvrent un pensionnat de jeunes filles.

En 1818, les Bénédictines achètent l'ancien couvent des Trinitaires rue d'Amiens à Arras et y élèvent, en 1842, une chapelle gothique conçue par Alexandre Grigny. La chapelle, inaugurée en 1846, est longue de 40 m et haute de 27 m. Sa flèche culmine à 57 m.

Communauté très prospère, les Bénédictines du Saint-Sacrement d'Arras se développent à Saint-Omer, à Cologne en Allemagne, et à Dumfries en Écosse.

La congrégation des Bénédictines de l'adoration perpétuelle dite du Saint-Sacrement est fondée en 1653 par Catherine de Bar, en religion Mère Mechtilde du Saint-Sacrement.

La règle est celle de Saint Benoît à laquelle Mère Mechtilde a ajouté une obligation nouvelle : selon le vœu de leur fondatrice, les Bénédictines du Saint-Sacrement consacrent une heure, chaque jour, à l'adoration eucharistique.

Sous la Troisième République, le mouvement anticlérical, s'il reste assez tolérant envers le clergé séculier, mène une politique très dure à l'égard des congrégations. Le coup final est porté aux congrégations enseignantes par la loi du 7 juillet 1904 dont l'article 1^{er} dispose : « *L'enseignement de tout ordre et de toute nature est interdit en France aux congrégations.* »

Un arrêté de fermeture de l'établissement d'enseignement de la rue d'Amiens est pris le 12 juillet 1904. Il y a alors 80 élèves. Les religieuses, qui ont fait de l'instruction leur terrain d'action privilégié, se retrouvent interdites d'exercer leur profession. En novembre 1906, elles sont expulsées et se réfugient principalement à Dumfries et à Milan.

En 1914 débute la Grande Guerre. C'est le temps de « l'Union sacrée » pour la défense de la patrie. Après la guerre, le climat est radicalement différent et ce sera l'arrivée à la Chambre des députés de la majorité « bleu horizon », qui instituera notamment la fête nationale de Jeanne d'Arc en juillet 1920.

LA COMMUNAUTE DES BENELECTINES DU SAINT-SACREMENT ET L'HOTEL DUBOIS DE FOSSEUX

1926-1956

Le retour à Arras

Les religieux exilés rentrent en France à partir de 1919. Vingt-sept Bénédictines du Saint-Sacrement d'Arras rejoignent dans un premier temps Saint-Omer puis s'installent en octobre 1921 à Tourcoing.

Seules six d'entre elles font leur retour à Arras en 1926 et s'installent dans l'Hôtel Dubois de Fosseux. Elles y créent « la Maison de Famille des Dames Bénédictines du Saint Sacrement ».

D'abord locataires des lieux, les Bénédictines fondent le 25 octobre 1927 une société anonyme au capital de 300 000 francs, « Pour la femme et le foyer », à laquelle la famille Delétoille est associée. Celle-ci apporte en capital l'Hôtel Dubois de Fosseux en contrepartie des deux tiers des actions de la société. Le bâtiment est alors estimé à 200 000 francs.

L'Hôtel Dubois de Fosseux est à cette époque-là en très mauvais état. En 1927, le bâtiment ne dispose toujours pas de l'eau, du gaz, de l'électricité et du chauffage. De nombreux travaux sont réalisés à l'intérieur, afin d'accueillir dans des conditions satisfaisantes les pensionnaires et demi-pensionnaires du « Cours Mahaut d'Artois ».

Créé en 1927 et situé au 21 de la rue du Marché-au-Filé (actuelle maison de retraite Saint-Camille), le « Cours Mahaut d'Artois » est un établissement d'enseignement primaire et secondaire. Il prépare aux examens diocésains et scolaires, du certificat d'études au baccalauréat. Les Bénédictines dispensent aux enfants une instruction religieuse, des cours de couture et d'arts d'agrément.

En 1928-1929, les Bénédictines décident la construction d'un nouveau monastère rue du Marché-au-Filé, intégrant l'Hôtel Dubois de Fosseux, mais le projet n'aboutit pas. Une chapelle est cependant aménagée dans les trois salons du rez-de-chaussée.

Au fil du temps, l'enthousiasme des débuts s'effiloche et cette seconde installation à Arras ne connaît pas de vrai développement. Dans les années cinquante, des journées de réflexion sont encore organisées dans le bâtiment, alors que, parallèlement, commence le déménagement des religieuses.

En 1956, les Bénédictines vendent l'Hôtel de Dubois de Fosseux à l'Etat pour la somme de 10 millions de francs.

L'HOTEL DUBOIS DE FOSSEUX PROPRIETE DE L'ETAT DEPUIS 1956

Au départ des Bénédictines, l'Hôtel Dubois de Fosseux est attribué à la Conservation des hypothèques. Cette administration fiscale s'installe au rez-de-chaussée de l'immeuble et « réserve » l'étage pour ses archives. En effet, les fonctionnaires ont interdiction d'occuper le premier étage, par trop vétuste et donc dangereux.

La Conservation des hypothèques occupe le bâtiment jusqu'en décembre 1976.

En janvier 1977, un service de gestion de la sécurité sociale des fonctionnaires (section locale interministérielle - SLI) s'installe à son tour dans le bâtiment, mais pour peu de temps. En 1983, l'Hôtel Dubois de Fosseux est vide d'occupants...

La Chambre régionale des comptes du Nord-Pas-de-Calais

Installée à Arras par décret de décembre 1982, la Chambre régionale des comptes est d'abord « hébergée » à la préfecture, puis s'installe en juillet 1983 au Palais Saint-Vaast. L'exiguïté des locaux est telle que très vite la Chambre régionale se met à la recherche de locaux plus adaptés.

La solution viendra des services des Domaines qui proposent l'Hôtel Dubois de Fosseux.

Une réhabilitation du bâtiment s'avère alors nécessaire. Les travaux commencent en décembre 1986. Si la structure est intacte, il n'en est pas de même pour les intérieurs, délabrés ou en ruines. Les pièces du rez-de-chaussée sont modernisées, les parquets consolidés, les parties nobles (le dallage en marbre du Boulonnais, par exemple) sont conservées, de même qu'on ne modifie pas les trois grands salons en enfilade. Dans les étages, des bureaux et une cafétéria sont créés en lieu et place des 33 chambres des religieuses. Enfin, la façade classée est restaurée ainsi que la cour d'honneur pavée.

En 1988, la Chambre régionale des comptes installe son siège dans l'Hôtel Dubois de Fosseux rénové.

En 2003, l'Hôtel Dubois de Fosseux reprend sa superficie de l'époque des Delétoille et des Bénédictines : la Chambre régionale étend ses bureaux dans le bâtiment de la rue du Mont-de-Piété, devenu entre-temps une maison de retraite, le Foyer Saint-Joseph.

En 2009-2010, grâce à une importante opération de conservation et de rénovation des façades, l'Hôtel Dubois de Fosseux retrouve ses atlantes, ses mascarons et son éclat du XVIII^e siècle.